

E/1948.03.31 — André Malraux : «Thorez n'est pas la gauche, Blum n'est pas le centre. De Gaulle n'est pas la droite. (Dialogue Malraux – Burnham)», *Carrefour* [Paris], n° 185, 31 mars 1948, p. 1 et 4. Première partie de l'entretien accordé à James Burnham.

André Malraux

Thorez n'est pas la gauche, Blum n'est pas le centre, de Gaulle n'est pas la droite

James Burnham, le célèbre auteur de «*L'Ere des organisateurs*» et de «*Pour la domination mondiale*» a été, durant son séjour en France, particulièrement frappé par le rôle décisif qu'est appelé à jouer le général de Gaulle dans la vie politique française. Dans les lignes qu'on va lire, Burnham discute avec André Malraux des possibilités de redressement de la France dans le cadre d'une Europe ayant enfin pris conscience de sa réalité politique et économique.

Cet article paraît simultanément dans la presse américaine et dans la presse française, *Carrefour* s'en est réservé l'exclusivité pour la France.

J. Burnham — Je suis venu en France cet hiver en raison de ma conviction que la crise mondiale, cette double crise, est centrée, à cette phase présente de son cycle complexe, sur la France. Ce qui arrivera en France dans ces prochains six mois, ou dans l'année, pourrait devenir décisif, non peut-être pour l'issue finale, mais pour cette présente période de l'Europe – et même du monde pris comme entité.

En apparence, même après un bref séjour, beaucoup de problèmes sont assez clairs pour être élucidés par leur étude, même à distance. Il y a une inflation redoutable et, plus que cela, un extrême déséquilibre des prix qui détruit toutes relations naturelles

entre les diverses branches de l'économie : la nourriture et le vêtement coûtent impossiblement cher cependant que les loyers et le prix des transports d'autobus sont pour rien; il n'y a pas de pain blanc, et à Paris pas de lait, pas de beurre non plus : des ciseaux économiques se sont ouverts selon la description de Trotsky, et les villes sont dissociées des campagnes. Les extrêmes rigueurs de la réglementation économique sont contrebalancées par la sauvage liberté du marché noir.

Il n'y a pas de stabilité des gouvernements, construits par les éphémères combinaisons parlementaires. Il n'y a pas plus de clarté ou de fermeté en politique étrangère. Chaque groupe, parti, syndicat ou association, agit et parle pour lui-même, comme s'il était indépendant de tous les autres. Les maisons et les appartements sont glacés, bien que l'on ait pris la précaution d'isoler les pièces les unes des autres. Quand j'étais ici il y a seize ans, les rues, le soir, étaient pleines de lumière et de vie. Aujourd'hui elles sont sombres et presque désertes. Il semble là que les choses suivent le processus de dissolution que les théoriciens politiques du dix-septième siècle appelaient «le retour à l'état de nature». La nation, l'Etat se désintègrent, les gens, par-delà les associations privées, ne songent plus qu'à leur vie individuelle.

Cela me remet en mémoire un film documentaire que j'ai vu récemment. Il montrait une étrange espèce de crabe, quand celui-ci doit totalement se séparer de sa vieille carapace afin de permettre à la nouvelle de croître – nouvelle carapace sans laquelle il ne pourrait vivre : l'affaire est douloureuse à l'extrême : quoique morte, la vieille coquille reste attachée à la vivante par mille points. Quand enfin les liens sont brisés, arrive le moment le plus dangereux : la vieille coquille partie, et la nouvelle n'enveloppant pas encore le crabe, l'animal, exposé à tous ses ennemis, se trouve seul sur le sable.

A. Malraux — Cette époque est évidemment une époque de métamorphose; mais, à la différence de nos prédécesseurs, nous savons que la métamorphose existe et souffrons de ne pas parvenir à la concevoir.

Le capitaliste et le patron français continuent à affirmer le primat de l'économique alors qu'ils sont soumis au politique presque en tout, ne peuvent plus ni financer selon leur volonté, ni renvoyer un ouvrier, ni fixer un prix de vente.

Le bourgeois français a toujours cru que l'argent devait être économisé puis transmis. Mais pourquoi économiser un argent toujours menacé de dévaluation ?

L'ouvrier a cru que les nationalisations le libéreraient de la condition prolétarienne; il ne le croit plus.

Enfin, le révolutionnaire a découvert que le prolétariat révolté d'une nation ne compte plus, comme le croyait le dix-neuvième siècle, sur le prolétariat mondial, mais sur l'Armée rouge – qui précisément ne s'appelle plus Armée rouge.

Il ne serait pas absurde de dire que le monde européen souffre d'une crise de conscience, non sans parenté avec celle qui marqua la fin du paganisme romain. L'Européen a mauvaise conscience : il n'accepte plus ni ses privilèges ni ses colonies. Il est assurément bien faux que la Russie soit un pays sans privilèges, mais c'est un pays où les privilégiés jugent leurs privilèges légitimes. Remarquez d'ailleurs qu'il ne reste que deux pays au monde où les privilèges soient tenus pour légitimes : l'Union Soviétique et les Etats-Unis. En partie parce qu'ils n'y sont jamais très anciens; en partie parce qu'ils y sont presque toujours liés à l'efficacité. L'Europe, qui a inventé l'optimisme en même temps qu'elle conquérait le monde, perd cet optimisme, sa croyance au progrès, etc. en même temps qu'elle s'affaiblit. Vous et les Russes en êtes les héritiers. Et l'Europe hésite entre une idéologie qui appellerait sa résurrection et celles qui justifient son agonie.

Il ne paraît pas qu'une solution puisse être trouvée, en France, par les méthodes mises en œuvre par le présent gouvernement, pas plus d'ailleurs, par aucun gouvernement qui lui ressemblerait.

De nouvelles combinaisons parlementaires, des discours sur l'équilibre du budget alors que le déficit augmente, de nouvelles taxes dont on ne tient pas compte et de nouveaux règlements de prix dont on se moque sur le marché noir, une politique démagogique à l'égard des paysans et de rhétorique contre les communistes, tels sont les moindres symptômes qu'on peut relever actuellement.

Dans ces circonstances, l'aide américaine pourrait bien n'être que de l'huile perdue dans un moteur dont les cylindres ne fonctionneraient pas. L'huile serait consommée en quelques kilomètres et le moteur ne fonctionnerait toujours pas.

En vérité, j'en suis venu à croire que, de nos jours, les principaux problèmes économiques ne peuvent pas être résolus par des moyens relevant de l'économie. Aux Etats-Unis, le New Deal a été un exemple remarquable de ce paradoxe. Les mesures économiques prises par Roosevelt en 1933 ne différaient pas beaucoup de celles de Hoover. Le mythe du New Deal de Roosevelt prétendait galvaniser la nation. La guerre en est un autre exemple. Vous vous souvenez que les économistes avaient prétendument prouvé que l'Allemagne ne pourrait pas combattre six mois à cause de l'état de ses finances et qu'il y aurait faillite économique des Etats-Unis quand la dette nationale dépasserait 100 millions.

Mais revenons à la France...

J. Burnham — Quelle raison avons-nous de croire que de Gaulle a une solution ? En quoi cette solution serait-elle différente d'une Troisième Force ?

Il faut que vous sachiez, Malraux, que le gaullisme a été présenté, aux Etats-Unis, comme un mouvement réactionnaire, dictatorial, probablement fasciste. On nous a dit que c'était une tentative partant de l'extrême-droite, un ramassis de collaborateurs, de capitalistes, de royalistes, de grands propriétaires terriens et de hautes personnalités de l'Eglise.

Mon impression personnelle est plutôt qu'il s'agit d'un mouvement qui n'a pas cristallisé et qu'il est impossible de définir parce qu'il est lui-même en train de se définir.

Il est évident que ce qu'on pourra appeler l'actuelle «apparence» officielle de la France (les chefs des partis, les capitalistes influents et les banquiers, l'Eglise), est a-gaulliste ou antigaulliste.

Le gaullisme est encore fluide, aussi bien dans sa direction que dans son organisation. Ce sont donc les événements à venir qui le façonneront; les circonstances

de la prise du pouvoir, les luttes d'influence qui surviendront quand le pouvoir sera pris, les chefs qui seront choisis.

Un autre trait du gaullisme est pour moi des plus intéressants : c'est la première nouvelle réalité politique (spontanée, depuis Hitler). Elle s'est produite en France, mais si cette nouvelle réalité s'avère capable de briser l'actuel dilemme : capitalisme ou totalitarisme, il n'y a pas de raison qu'elle ne déborde pas les frontières françaises.

A. Malraux — L'anticommunisme prend dans chaque pays la forme qui s'accorde à l'âme de ce pays : en Allemagne, le nazisme, et chez nous, quelque chose qui ressemble à la première République.

J'ai dit au Vélodrome d'Hiver : «Les staliniens ne sont pas la gauche; nous ne sommes pas la droite et la Troisième Force n'est pas au milieu».

Il est incontestable qu'en matière de propagande les staliniens ont gagné contre nous la première manche en faisant croire à tant d'étrangers que le gaullisme était un mouvement de droite. A quel point il pouvait être bon pour les staliniens de faire croire que leur adversaire le plus dangereux, le général de Gaulle, était un futur fasciste, est simplement évident.

Quand à la Troisième Force, si nous ne sommes pas un mouvement de droite, à quoi sert-elle ? Elle décidera donc que nous sommes réactionnaires.

Il est comique de voir traiter d'antirépublicain l'homme qui a rétabli la République, de chef des collaborateurs l'homme qui les a écrasés, d'antisémite l'homme qui a supprimé les lois raciales, d'adversaire du vote des femmes l'homme qui l'a institué en France. Notez d'ailleurs que ceux qui nous disent fascistes ou réactionnaires sont les mêmes que ceux qui vous accusent de n'avoir d'autre but que l'asservissement de l'Europe.

Que les staliniens ne soient pas la gauche, je crois vraiment que vos lecteurs, maintenant, le savent de reste. Comme je voudrais entendre les dialogues des commissaires de la République aux vestes de cuir avec les maréchaux soviétiques dorés sur tranches ! Il n'y a pas une des positions de Lénine qui n'ait été abandonnée du pays

où *L'Internationale* a cessé d'être l'hymne officiel, – en attendant de devenir, un beau matin, un hymne interdit...

Les hommes souffrent bien de leur propre douleur, mais ils se battent souvent pour la forme qu'elle avait au temps de leurs pères... Il y a cent ans, au moment où allait paraître *Le Manifeste communiste*, et où la nouvelle réalité était la lutte du capitalisme et du prolétariat, on ne discutait guère de celle de la République et de la Royauté. Il est clair que, de notre temps, sous la lutte du capitalisme et du prolétariat, commence à s'élaborer une tout autre réalité. La grande importance de vos livres tient à mes yeux à ce qu'ils tentent de nous faire découvrir cette réalité. Mais la réalité d'une métamorphose du monde ne se discerne pas en quelques jours ni même en quelques années.

La France n'est pas divisée seulement, pour l'instant, entre capitalistes et prolétaires. Elle a un prolétariat d'ailleurs minoritaire (9 millions), un capitalisme légalement volatilisé, et une classe clandestine de privilégiés sans aucune valeur pour l'Etat, puisqu'ils ne participent pas à la production, qui sont les intermédiaires. Un marché noir qui dure n'est pas seulement un accident, c'est aussi une forme de l'économie.

Au surplus cette forme est elle-même un symptôme; lorsque je regarde de près l'économie de mon pays, il arrive bien souvent qu'il me semble me retrouver en Perse... Rétablir une économie de la production est plus urgent pour nous que de résoudre des problèmes marxistes; et, l'ombre de Karl Marx doit bien rigoler lorsqu'elle voit, lié à des fatalités économiques, le destin des intermédiaires milliardaires protégés par le parti communiste après l'avoir été par les Allemands d'occupation... Et par nous ensuite, si nous n'y prenons garde !

Ce que veut d'abord le gaullisme, c'est rendre à la France une architecture et une efficacité. Nous n'affirmons pas que nous y parviendrons, mais nous affirmons de la façon la plus ferme que nos adversaires n'y parviendront pas.

N'oublions pas que le gaullisme n'est pas une théorie comme le marxisme et même le fascisme, c'est un mouvement de salut public. C'est pourquoi nous avons dit

dès l'origine que «sur un vaisseau qui sombre, il ne s'agit pas de faire des théories de la navigation, mais d'aller aux pompes».

C'est pourquoi nous avons dit dès l'origine de notre mouvement : «Il existe dans ce pays un tel écart entre les prix agricoles et les prix industriels que même un pays aussi prospère que les Etats-Unis n'y résisterait pas».

Nous avons dit encore que le système des partis tel qu'il fonctionne aujourd'hui était hors d'état de prendre des mesures de salut public.

Il y a des mois de cela. Aujourd'hui même vous savez comme moi que, bien qu'on essaye de mettre une fois de plus un ordre provisoire dans la vieille course entre les salaires et les prix, le problème fondamental de l'économie française reste entier.

Quant aux partis, on ne saurait trop répéter ce que vous avez écrit depuis plusieurs années déjà : si l'on appelle parti le parti stalinien, il est absurde d'appeler partis les autres; si l'on appelle partis les autres, il faut un autre nom pour les staliniens.

Le parti stalinien, qu'on l'approuve ou qu'on le réprouve, n'est pas une des composantes de la démocratie, c'est autre chose : donner des coups de pied dans les jeux d'échecs n'est pas une façon particulière de jouer aux échecs.

A la vérité, depuis la guerre au moins, la démocratie véritable a cessé d'exister en Europe. Il n'y a pas de démocratie véritable là où existe un parti communiste puissant, et cela est si vrai qu'il ne demeure de démocratie que dans les pays où le parti communiste n'est pas assez fort pour infléchir la vie politique.

Ce que nous voulons est précisément rétablir une véritable démocratie mais nous ne nous dissimulons pas qu'il faudra la conquérir.

Nous avons dit dès le début : «Nous ne croyons pas aux programmes, mais aux objectifs» Définissons nos objectifs l'un après l'autre, atteignons-les d'abord et déterminons les suivants : autrement dit, commençons par faire ce que nous disons».

Vous savez quelle fut l'indignation des marchands de programme.

Mais enfin nous avons dit que nous voulions rétablir le vote secret et libre à la C.G.T.; et il a été rétabli.

Nous avons dit que nous unirions le pays autour de l'idée d'intérêt général, et l'idée d'intérêt général est reprise aujourd'hui par la Troisième Force dont la moitié au moins se prétend marxiste et qui devrait bien s'apercevoir qu'il faut choisir idéologiquement entre l'idée de classe et celle d'intérêt général.

On nous dit : «Ces réformes que vous appeliez, ce n'est pas vous qui les avez faites». Mais elles n'ont été faites que parce que nous étions là; et il suffirait que nous n'y fussions plus pour voir ce qu'il en resterait.

Beaucoup croient, après les grèves du mois dernier, le parti stalinien écrasé. Ils ont bien tort. Je leur donne rendez-vous au printemps.

Objectivement, il n'y avait aucune nécessité pour que Staline lançât en 1944 son parti contre le relèvement de la France. Aujourd'hui, une France qui se relève ne peut qu'être entraînée dans l'orbite des Anglo-Saxons, notamment des Etats-Unis.

Il est donc indispensable pour les Russes que la France ne se relève pas, et le maintien de sa déchéance ne peut avoir que deux conséquences : ou le maintien de sa faiblesse, qui la rendrait – si je puis dire – neutre et partiellement occupée (par les staliniens); ou une misère profonde sur laquelle le communisme peut tabler. C'est dans cette opposition objective de l'Union soviétique et de la France que l'historien verra l'élément décisif de la victoire du gaullisme.

De quoi s'agit-il pour les Russes ? De gagner du temps jusqu'à la crise américaine. Ils l'attendaient pour 1949. Ils pensent qu'elle sera retardée. Ils veulent, en attendant, neutraliser le plan Marshall et tout ce qui lui ressemble. Les grèves de novembre ont coûté à la France plus qu'une «mensualité Marshall». Il s'agit de dégoûter les Américains, de leur donner l'idée que leurs dollars seront perdus. C'est pourquoi je pense que l'aide américaine ne donnera des résultats que l'Amérique en attend que lorsque le problème stalinien sera réglé en Europe occidentale.

J. Burnham — Deux erreurs opposées prévalent aujourd'hui en ce qui concerne le problème du communisme intérieur. La première est l'opinion réactionnaire qui voit dans la suppression des communistes – par exécution ou emprisonnement au besoin – le remède à toutes les difficultés. Ces réactionnaires oublient que, même si les

communistes n'existaient pas, la tâche positive de la reconstruction économique resterait à accomplir, et que la nécessité absolue d'ordre politique, tant dans le champ intérieur qu'à l'échelle mondiale, ne s'imposerait pas moins.

La seconde erreur est celle des libéraux. Elle est fondée sur l'illusion confortable que la reconstruction économique résoudra le problème communiste; autrement dit, l'illusion qu'il n'est pas indispensable d'affronter le problème communiste parce qu'il se volatiliserait spontanément au retour de la prospérité. Les libéraux devraient relire le discours qu'Andreï Zhdanov, en tant que représentant du Politbureau, prononça à la conférence inaugurale du Kominform. Ils refusent de comprendre que les communistes ont décidé de ne pas tolérer le redressement économique de l'Europe occidentale, et que la puissance communiste en France, en Italie, en Allemagne et en Grèce est suffisante pour imposer cette décision. Il s'ensuit que le redressement européen est impossible si les communistes d'Europe occidentale ne sont pas réduits à l'impuissance. Ni les milliards accumulés de douze plans Marshall ni l'encyclopédie des discours et manifestes de la Troisième Force ne peuvent rien changer à ce syllogisme gênant.